

Département de la Meuse

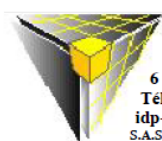
Communauté de Communes de Damvillers Spincourt

Programme ECF 2024

Dossier de Consultation des Entreprises

Règlement de la Consultation

MAITRE D'OEUVRE :



I.D.P. Consult

6 Cours Léopold B.P.60841 - 54011 Nancy cedex
Tél : 03.83.90.14.00 Fax : 03.83.40.57.32
idp-consult@wanadoo.fr
S.A.S. au capital de 100 000 euros.

MAITRE D'OUVRAGE :



**DAMVILLERS
SPINCOURT**
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Communauté de Communes de Damvillers Spincourt
3, place Louis Bertrand
55230 SPINCOURT
tel : 03-29-85-95-44
site : www.damvillers-spincourt.fr

Dates		Modifications			
Date de création	Dessin	Echelle	N° Affaire	N° Pièce	Vérification
24 Avril 2024	D.E.	.	21010	DCE-1	E. Delmarre

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX A PROCEDURE ADAPTEE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

<i>Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage</i>
COMMUNAUTE DE COMMUNES DAMVILLERS SPINCOURT

<i>Objet de la consultation</i>
PROGRAMME ECF 2024

<i>Remise des offres</i>
<u>LUNDI 27 MAI 2024 à 12 H 00</u>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 - CONDITIONS DU MARCHÉ

- 2-1 Définition de la procédure
- 2-2 Maître d'Ouvrage
- 2-3 Maîtrise d'œuvre
- 2-4 Nature de l'attributaire
- 2-5 Décomposition en tranches et en lots
- 2-6 Contrôle technique
- 2-7 Compléments à apporter au C.C.T.P.
- 2-8 Variantes et solutions optionnelles
- 2-9 Mode de règlement du marché
- 2-10 Modifications de détail au dossier de consultation
- 2-11 Délai de validité des offres
- 2-12 Appréciation des équivalences dans les normes
- 2-13 Connaissance des lieux

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 7 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

1. OBJET DU MARCHÉ

La consultation concerne les travaux d'ECF (enrobés coulés à froid) à exécuter sur le territoire communautaire de la Codecom Damvillers-Spincourt (55) pour l'année 2024.

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux commenceront en : **JUILLET 2024.**

2. CONDITIONS DU MARCHÉ

2.1. Définition de la procédure

La consultation est passée sous forme de procédure adaptée, il est soumis aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions de l'article R2123-5 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les candidats ayant présenté une offre. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix, elle prendra la forme d'envoi de questions par email avec délai de réponses à l'ensemble des candidats.

2.2 Maîtrise d'œuvre

IDP CONSULT

BET Infrastructures VRD

6 cours Léopold-BP 60841 - 54011 NANCY Cedex

Tél. : 03-83-90-14-00 - Fax : 03-83-40-57-32 – @ : idp-consult@wanadoo.fr

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique,
- soit avec un groupement d'entrepreneurs.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Les opérateurs économiques groupés peuvent présenter leur candidature et offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Le pouvoir adjudicateur pourra, si le groupement est attributaire du marché assurer une transformation entre ces deux types de groupement.

Un même candidat ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Chaque lot sera attribué soit à une seule entreprise, soit à un groupement d'entreprises.

2.4. Décomposition en tranches et en lots

Allotissement :

Les travaux comporteront :

☒ **un et un seul lot pour l'ensemble des travaux**

☐ plusieurs lots

Les candidats devront répondre à la solution de base décrite dans le dossier de consultation.

Décomposition en tranches

Sans objet.

2.5 – Contrôle technique

Sans objet.

2.6. Compléments à apporter au C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.7. Variantes et solutions optionnelles

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.8. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est défini dans le cadre de l'acte d'engagement. Il est fixé par :

☒ Le maître d'ouvrage

☐ L'entrepreneur

2.9 - Mode de règlement du marché

Le mode de règlement choisi par le Maître d'Ouvrage est le virement administratif.

L'attention des entreprises est appelée sur le fait que les conditions de règlement ne peuvent faire l'objet de modification par avenant en cours d'exécution du marché.

2.10. Modifications de détail au dossier de consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir lever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.11. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.12. Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourront être remplacées par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

2.13 – Connaissance des lieux

Les entreprises sont réputées par le fait d'avoir remis leur offre :

- S'être rendues sur les lieux où doivent être réalisées les prestations,
- Avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, disponibilité en eau, en énergie électrique,
- Avoir pris tout renseignement concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- En résumé, les entreprises sont réputées avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.
- Aucune entreprise ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique :

Le dossier de consultation est obtenu par voie électronique sur le profil d'acheteur **www.xmarches.fr**.

Le dossier comprendra le Règlement de Consultation, l'Acte d'Engagement, le CCAP, le CCTP, le Bordereau des Prix Unitaires, les Détails Estimatifs, et les plans des travaux.

Au cas où l'une des pièces mentionnées ci-dessus manquerait dans le dossier, le candidat devra en avertir sans délai la personne citée à l'article 6 du présent règlement. A défaut, il ne sera pas fondé à se plaindre de leur absence.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

1°) Les justifications administratives :

- la lettre de candidature (imprimé DC1),
- la déclaration du candidat (imprimés DC2) contenant les déclarations et attestations sur l'honneur prévues aux articles 50 à 54 du décret 2016-36 du 25 Mars 2016,
- Si le candidat est en redressement judiciaire, une copie du jugement,

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article 48 du décret relatif aux marchés publics.

2°) Les références :

- les références du candidat pour des réalisations similaires,

3°) Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement à compléter, dater, tamponner et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataires et ses annexes. L'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.
- Le Bordereau du Prix Unitaire (B.P.U), daté et signé,
- Les Détails Estimatifs (DE), datés et signés,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), daté et signé,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), daté et signé,
- Un mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, et comprenant :
 - une note décrivant le mode opératoire, les moyens humains et matériels envisagés pour l'exécution de ces travaux, et présentant les compétences mobilisées au regard des techniques à mettre en œuvre
 - les dispositions envisagées pour libérer et rendre accessible aux piétons le maximum d'espace du site en chantier en dehors des travaux (week-end, soirée, ...), ainsi qu'en cours de chantier,
 - les solutions envisagées pour assurer et sécuriser la circulation du chantier et aux alentours,
 - une liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'accord du maître d'ouvrage après conclusion du marché,
 - les indications concernant la provenance et les fiches techniques des matériaux utilisés et des matériels proposés pour le chantier,
 - les périodes de fermeture complète de l'entreprise et les dates de vacances des responsables de travaux,
 - les indications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens qui seront utilisés comprenant la description des ateliers de mise en œuvre,
 - les mesures qui seront prises pour les investigations complémentaires dans la recherche et l'identification des réseaux existants,
 - un calendrier prévisionnel d'exécution,
 - une note justificative (comprenant par exemple un reportage photographique) prouvant la bonne connaissance des secteurs à aménager, et décrivant les spécificités et contraintes du site,
 - les dispositions proposées dans le cadre du développement durable,

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES

4.1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les offres qui auront été reçues au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu du dossier des pièces relatives aux candidatures, les candidatures qui ne peuvent être admises sont éliminées sans analyse de leur offre.

4.2. Jugement et classement des offres

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Prix des prestations	60 %
Qualité de la proposition technique	40%

Le critère prix sera jugé de la manière suivante :

Note = 60 x (prix minimum/prix candidat)

La qualité technique de la prestation sera jugée sur la base du mémoire technique remis par l'Entrepreneur, par une note sur 20 et décomposée de la manière suivante :

Connaissance du site et prise en compte des contraintes spécifiques :	10 points
Méthodologie et mode opératoire :	5 points
Qualité du calendrier prévisionnel proposé :	5 points

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres et en euro H.T. sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le détail quantitatif estimatif pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Offre anormalement basse :

Pour la détection et l'examen des offres dont le prix semble anormalement bas au pouvoir adjudicateur, il sera procédé selon les modalités suivantes :

- le pouvoir adjudicateur demandera par écrit des précisions sur la composition de ces offres aux candidats concernés. Ceux-ci devront fournir par écrit les justifications qu'ils jugent suffisantes.
- Le pouvoir adjudicateur peut prendre en considération des justifications tenant notamment au mode de fabrication des produits, les modalités de la prestation des services, le procédé de construction ; aux solutions techniques adoptées ou les conditions exceptionnellement favorables dont dispose le soumissionnaire pour fournir les produits ou les services pour exécuter les travaux ; à l'originalité de l'offre ; à la réglementation applicable en matière environnementale, sociale et du travail en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations ; à l'obtention éventuelle d'une aide d'Etat par le soumissionnaire.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les offres dématérialisées seront déposées auprès de notre profil d'acheteur www.xmarches.fr

Il est précisé que le choix du mode de transmission est irréversible : l'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus connus.

Le Maître d'Ouvrage n'impose pas l'utilisation d'un certificat de signature électronique pour la remise des offres.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

IDP CONSULT

6 Cours Léopold – BP60841, 54011 NANCY Cedex

Tél. : 03.83.90.14.00 - Fax : 03.83.40.57.32

@ : idp-consult@wanadoo.fr

ARTICLE 7 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique.